

La qualification d'enseignement visée à l'alinéa 1^{er} est classée dans les disciplines « audiovisuele en beeldende kunst » (arts audiovisuels et plastiques) et « muziek en podiumkunsten » (musique et arts de la scène) de l'enseignement supérieur professionnel hbo5. Le volume des études de la qualification d'enseignement s'élève à 120 unités d'études.

Art. 2. Les compétences de la qualification d'enseignement « *graduaat in de productie-assistentie in de creatieve sector* » sont reprises dans la qualification professionnelle « *assistent - productie podiumkunsten/audiovisueel* » (assistant - production arts de la scène/audiovisuel), reconnue par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 2017 portant reconnaissance de la qualification professionnelle « *Assistent - productie podiumkunsten/audiovisueel* ».

Art. 3. Le contenu de la qualification d'enseignement « *graduaat in de productie-assistentie in de creatieve sector* » n'est pas lié à celui d'une formation hbo5 existante.

Art. 4. Le ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 5 février 2021.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/40701]

18 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant différents arrêtés exécutant le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, articles 8, § 2, 9, et 10, § 1^{er} et § 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité » section « Pêche », donné le 19 novembre 2020 ;

Vu la décision de la Conférence interministérielle sur l'Environnement du 11 janvier 2021 ;

Vu le rapport du 16 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 20 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2020 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 4 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche est modifié comme suit :

1^o il est inséré un 3^o/1 rédigé comme suit :

« 3^o/1 la bourriche : un filet semi-ouvert et partiellement immergé dans lequel les poissons capturés à la ligne à main peuvent être maintenus en vie jusqu'à leur remise à l'eau sur le lieu même de leur capture ou jusqu'à leur transport ; » ;

2^o il est inséré un 7^o/1 rédigé comme suit :

« 7^o/1 la pêche à la traîne : une action de pêche en embarcation utilisant la force motrice de l'embarcation dans le but d'animer l'appât sur une grande distance ; » ;

3° il est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° le transport de poissons et d'écrevisses : le fait de détenir des poissons et écrevisses dans un véhicule ou une embarcation, ou de quitter le lieu de pêche en les emportant. ».

Art. 2. Dans l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, *a)*, le mot « janvier » est remplacé par le mot « octobre » ;

2° au 1°, le *d)* est abrogé ;

3° au 2°, *a)*, le mot « janvier » est remplacé par le mot « février » ;

4° au 2°, *d)*, le mot « décembre » est remplacé par le mot « janvier » ;

5° au 3°, *b)*, le mot « décembre » est remplacé par le mot « janvier » ;

6° au 4°, *a)*, le mot « janvier » est remplacé par le mot « octobre » ;

7° au 4°, le *d)* est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 5, paragraphe 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le lac de Robertville, le lac de la Gileppe, le lac d'Eupen, » sont abrogés ;

2° les mots « les étangs de Happe alimentés par le ruisseau des Cresses à Ciney, » sont insérés entre les mots « l'étang du Bocq à Scy, » et les mots « l'étang de la Trapperie à Habay ».

Art. 4. L'article 6, 2°, du même arrêté est complété par les mots « et ce, sur toute la largeur du cours d'eau ».

Art. 5. Dans l'article 6, 3°, du même arrêté sont insérés les mots « ainsi que sur et à moins de vingt-cinq mètres en amont » entre les mots « aval » et « des barrages ».

Art. 6. Dans l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, la phrase « La zone d'interdiction est indiquée sur place au moyen d'une signalisation conforme à celle prévue à l'annexe 5 » est complétée par les mots « dont l'usage est réservé à l'administration. ».

Art. 7. L'article 7/1, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les concours de pêche à la mouche, l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement aux concours qui ont une portée internationale. ».

Art. 8. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Tout contenant destiné à détenir des poissons et écrevisses sur le lieu de la pêche ou à les transporter est personnel.

L'usage de la bourriche métallique est interdit. » ;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les zones d'eaux vives et d'eaux mixtes, seule l'utilisation d'hameçons sans ardillon ou avec ardillons écrasés est autorisée. ».

Art. 9. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 3° est abrogé.

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Sur le lac de la Plate Taille, la pêche à la traîne est interdite et la pêche à partir d'une embarcation est uniquement autorisée avec une barque de pêche aux conditions suivantes :

1° la mise à l'eau des barques de pêche s'opère uniquement à partir d'un emplacement indiqué par l'Administration ;

2° le nombre d'occupants par barque de pêche est limité à deux ;

3° le nombre de barques de pêche est limité à vingt par jour pendant la période allant du troisième samedi de mars au 31 octobre inclus ;

4° la pêche en barque est interdite entre 9h00 et 18h00, du troisième samedi de mars au 31 octobre. ».

Art. 11. L'article 10, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Il est interdit d'utiliser comme appât ou comme amorce :

1° du sang, de la moelle, de la cervelle ou des abats d'animaux ;

2° des œufs de poissons, qu'ils soient frais ou de conserve, seuls ou en mélange dans des appâts ou des amorces ;

3° des poissons vivants.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, les abats d'animaux sont autorisés comme appâts dans la balance pour la pêche à l'écrevisse.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, la pêche au vif est autorisée au moyen des espèces suivantes : l'ablette commune, l'ablette spirilin, la brème commune, la brème bordelière, la carpe commune, le carassin commun, le chevaine, le gardon, le goujon, la grémille, l'ide mélanote, la loche franche, la perche fluviatile, le rotengle, la tanche et le vairon, sauf pour les variétés colorées de ces espèces quand elles existent. Les poissons utilisés pour la pêche au vif ne sont pas remis à l'eau, libres et vivants, lorsqu'ils n'ont pas été capturés sur le lieu de la pêche au vif.

§ 2. Lorsque dans un cours d'eau, une partie de cours d'eau ou une pièce d'eau, la pêche du brochet est fermée, le pêcheur ne fait pas usage :

1° de poissons comme appâts, que ces poissons soient vivants ou morts, entiers ou en morceaux, actionnés ou non, et ce quelle que soit l'espèce à laquelle ils appartiennent ;

2° d'appâts artificiels.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, dans la zone d'eaux mixtes, la pêche au vairon ou au goujon mort manié fixé sur une monture prévue à cet effet de longueur maximale de sept cm, hameçons compris, est autorisée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dans la zone d'eaux mixtes, la pêche aux appâts artificiels d'une longueur maximale de sept cm, hameçons compris, est autorisée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dans la zone d'eaux calmes, la pêche aux appâts artificiels d'une longueur maximale de sept cm, hameçon compris, munis d'un hameçon simple et utilisés avec un matériel propre à la pêche à la mouche est autorisée. ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. Conditions de détention, de prélèvement, de transport et de vente des poissons et écrevisses dont la pêche est autorisée ».

Art. 13. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le prélèvement des poissons et écrevisses pêchés est permis, sous réserve des restrictions suivantes :

1^o dans la Meuse, la Sambre et l'Escaut, le prélèvement de tout poisson peut être effectué uniquement s'il a été pêché dans le lit principal du cours d'eau ;

2^o dans la Meuse en aval du barrage de Lixhe, le prélèvement de tout poisson est interdit ;

3^o dans le lac de la Plate Taille, le prélèvement de la truite fario quelle que soit sa longueur et le prélèvement de tout poisson et écrevisse capturé à partir d'une embarcation sont interdits ;

4^o le prélèvement de l'ombre commun et du corégone est interdit ;

5^o le prélèvement des espèces de poissons suivantes est interdit si la longueur du poisson capturé est inférieure à une longueur minimale fixée comme suit :

a) le brochet: soixante centimètres ;

b) le sandre et le barbeau fluviatile: cinquante centimètres ;

c) le chevaine, l'ide mélanote, le hotu, la tanche et la vandoise : trente centimètres ;

d) la truite fario, la truite arc-en-ciel et la perche fluviatile : vingt-quatre centimètres ;

6^o sans préjudice du 5^o, le prélèvement des espèces de poissons suivantes est interdit si la longueur du poisson capturé est supérieure à une longueur maximale fixée comme suit :

a) truite fario: cinquante centimètres, sauf si elle est capturée dans la zone d'eaux vives et dans les lacs et étangs de la zone d'eaux calmes ;

b) carpe commune: trente centimètres ;

7^o sans préjudice du 9^o, pour l'ensemble des espèces de poissons autorisées au prélèvement n'appartenant pas au groupe 4, le nombre de spécimens morts pouvant être prélevés par pêcheur et par jour est limité à vingt poissons d'une longueur inférieure ou égale à quinze centimètres ;

8^o sans préjudice du 9^o, pour l'ensemble des espèces de poissons autorisées au prélèvement n'appartenant pas au groupe 4, le nombre de spécimens morts pouvant être prélevés par pêcheur et par jour est limité à cinq poissons d'une longueur supérieure à quinze centimètres ;

9^o pour les espèces de poissons suivantes, le nombre de spécimens pouvant être prélevés par pêcheur et par jour est limité comme suit :

a) l'ablette spirilin, le goujon et le vairon : vingt spécimens par espèce ;

b) les espèces de poissons du groupe 3 : cinq spécimens pour l'ensemble de ces espèces ;

c) la perche fluviatile : cinq spécimens ;

d) le brochet : un spécimen, sauf entre le troisième samedi de mars et le premier samedi de juin où le prélèvement de brochet est interdit dans la zone d'eaux vives ;

e) le sandre : deux spécimens.

Pour l'ensemble des dispositions du présent arrêté relatives à la longueur des poissons, la longueur du poisson se mesure en ligne droite de l'extrémité de la bouche à l'extrémité de la nageoire caudale. Il est interdit de dépouiller de sa tête ou de sa queue un poisson capturé dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014, sur le lieu même de sa capture et lors de son transport, ainsi que de le consommer sur le lieu de sa capture.

§ 2. Il est interdit de détenir vivants des poissons et des écrevisses du groupe 4 sur le lieu de pêche.

§ 3. Il est interdit de détenir le brochet, le sandre et la truite fario dans une bourriche. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. Le transport des poissons pêchés dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 est permis, quelle que soit l'origine des poissons dans ces eaux, s'il rencontre toutes les conditions suivantes :

1^o les spécimens transportés ont été pêchés et prélevés dans le respect des dispositions du décret du 27 mars 2014 et de ses arrêtés d'exécution ;

2^o le nombre de spécimens de poissons transportés d'une longueur inférieure ou égale à quinze centimètres ne dépasse pas le nombre maximum de vingt spécimens par pêcheur, sauf s'ils appartiennent aux espèces du groupe 4 ;

3^o le nombre de spécimens de poissons transportés d'une longueur supérieure à quinze centimètres ne dépasse pas le nombre maximum de cinq spécimens par pêcheur, sauf s'ils appartiennent aux espèces du groupe 4 ;

Tout transport de poissons et écrevisses vivants pêchés dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 est interdit. Toutefois, sans préjudice des dispositions prévues aux articles 12, 3°, 13 et 13/1, § 1^{er}, le transport de poissons vivants des espèces autorisées pour la pêche au vif est limité comme suit, et ce quelle que soit leur origine :

1° le nombre de poissons transportés ne dépasse pas vingt spécimens pour les individus de longueur inférieure ou égale à quinze centimètres;

2° le nombre de poissons transportés ne dépasse pas cinq spécimens pour les individus de longueur supérieure à quinze centimètres.

En cas de contestation sur l'origine des poissons et écrevisses transportés en contravention avec l'article 13 /1, § 1^{er} et § 2, il appartient au détenteur de fournir la preuve qu'ils proviennent d'une eau qui n'est pas soumise au décret du 27 mars 2014.

Tout poisson et écrevisse transporté à l'état mort ou vivant par un exploitant aquicole, un transformateur ou un transporteur de produits aquatiques, enregistré par l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire, alors qu'une interdiction de transport s'applique, est réputé ne pas provenir des eaux soumises au décret du 27 mars 2014. ».

Art. 15. L'article 14, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Tout poisson et écrevisse détenu par un pêcheur alors qu'une interdiction de détention, de prélèvement ou de transport s'applique ou qui est prélevé ou transporté en surnombre est remis immédiatement et librement à l'eau sur le lieu même de sa capture lorsqu'il est vivant, et détruit par l'agent en charge du contrôle dans les autres cas.

Toutefois, tout poisson prélevé lors d'un concours de pêche qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, alors qu'une interdiction de prélèvement s'applique ou qui est prélevé en surnombre, est remis librement à l'eau à la fin du concours, sauf s'il s'agit d'un ombre, d'un corégone, d'un brochet ou d'un sandre, lequel est remis immédiatement et librement à l'eau après sa capture. ».

Art. 16. Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré un article 14 /1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. La vente et la mise en vente de tout poisson ou écrevisse pêché dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 est interdite toute l'année.

En cas de contestation sur l'origine des poissons et écrevisses vendus en contravention avec l'alinéa 1^{er}, il appartient au vendeur de fournir la preuve qu'ils proviennent d'une eau qui n'est pas soumise au décret du 27 mars 2014.

Tout poisson ou écrevisse vendu à l'état mort ou vivant par un exploitant aquicole, un transformateur ou un transporteur de produits aquatiques, enregistré par l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire, est réputé ne pas provenir des eaux soumises au décret du 27 mars 2014. ».

Art. 17. Dans l'annexe 1, du même arrêté, les mots « Able de Heckel *Leucaspius delineatus* » sont insérés avant les mots « Alose feinte *Alosa fallax* ».

Art. 18. Dans l'annexe 2, du même arrêté, GROUPE 1, les mots « Able de Heckel *Leucaspius delineatus* » sont abrogés.

Art. 19. Dans l'annexe 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la zone d'eaux calmes, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6°, le mot « amont » est remplacé par le mot « aval » ;

b) au 9°, les modifications suivantes sont apportées :

i. les mots « étangs de Happe alimentés par le ruisseau des Cresses à Ciney, » sont insérés entre les mots « l'étang du Bocq à Scy, » et les mots « étangs de Bologne à Habay » ;

ii. il est complété par les mots « étang communal d'Ochamps à Libin, le Hemlot à Hermalle-sous-Argenteau. » ;

2° dans la zone d'eaux mixtes, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré le 5°/1 rédigé comme suit :

« 5°/1. les affluents de l'Escaut et de la Lys du sous-bassin hydrographique Escaut-Lys; » ;

b) le 7° est abrogé ;

c) au 13°, le mot « Trapperie » est remplacé par le mot « Fabrique » ;

3° dans la zone d'eaux vives, au 1°, les mots « Pont de Sougné » sont remplacés par les mots « Pont de Sougné-Remouchamps ».

Art. 20. L'annexe 4, du même arrêté, est complétée par les phrases suivantes :

« Dans la Lesse, de la confluence avec le Ry des glands jusqu'au domaine de Mohimont.

Dans la Petite Honnelle, le long des parcelles bénéficiant du régime forestier situées entre le point longitude 3,74282 (E), latitude 50,36119 (N) et le gué situé derrière la salle de la Roquette longitude 3,73489 (E) latitude 50,36396 (N). ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche*

Art. 21. L'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture de la pêche et aux modalités d'exercice de la pêche, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° l'espèce exotique envahissante : l'espèce exotique envahissante au sens du Règlement (UE) N° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. ».

Art. 22. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Les agents du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses ;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite, et ce en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 ;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou son sauvetage ;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses ;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut uniquement être mise en œuvre pour les motifs suivants :

1° dans un but pédagogique;

2° dans un but scientifique ;

3° dans le cadre d'actions d'élevage et d'empoisonnements à caractère patrimonial ;

4° dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ;

5° dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;

6° dans le cadre de l'estimation des dommages piscicoles à la suite d'une pollution ;

7° à des fins sanitaires. ».

Art. 23. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 3 à 6, 8 à 10 » sont remplacés par les mots « aux articles 3 à 10 » ;

2° les mots « ou de lutte contre les espèces exotiques envahissantes » sont insérés entre les mots « dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses » et les mots « ou encore dans un but scientifique ».

3° il est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit:

« 4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses. ».

Art. 24. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 3 à 6, 8 à 10 » sont remplacés par les mots « aux articles 3 à 10 » ;

2° les mots « ou de lutte contre les espèces exotiques envahissantes » sont insérés entre les mots « dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses » et les mots « ou dans un but scientifique »;

3° il est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

« 4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses;

5° transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses. ».

Art. 25. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « aux articles 3 à 6, 8 à 10 » sont remplacés par les mots « aux articles 3 à 10 ».

Art. 26. Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si les agents visés aux articles 2 à 4 prélèvent des poissons et écrevisses dans les eaux visées à l'article 4 du décret du 27 mars 2014, leur Département sollicite préalablement l'accord des titulaires du droit de pêche concernés sauf lorsqu'il s'agit d'actions menées dans le cadre de sauvetages de poissons et d'écrevisses, d'estimation des dommages piscicoles ou de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. ».

Art. 27. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « 2017, 2018 et 2019 » sont remplacés par les mots « 2021, 2022 et 2023 ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche*

Art. 28. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains organismes et personnes physiques à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ».

Art. 29. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o l'association halieutique coordinatrice : l'association telle que définie à l'article 2, 1^o, du décret du 27 mars 2014. ».

Art. 30. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

« Art. 2. § 1^{er}. Peuvent bénéficier d'une dérogation aux articles 3 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche ou de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, pour leurs employés, leurs étudiants ou à titre personnel:

1^o l'association halieutique coordinatrice, dans un but scientifique ou pédagogique;

2^o les universités et hautes écoles, dans un but scientifique ou pédagogique;

3^o les personnes morales ou physiques mandatées par la Direction générale pour mener des actions de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes ou pour réaliser des inventaires de ces espèces dans le cadre des articles 18, 19 et 24 du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;

4^o les bureaux d'études en environnement spécialisés en écologie des poissons, en aménagement des milieux aquatiques ou en études d'impact sur ces milieux, dans un but scientifique.

En ce qui concerne les bureaux d'études visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} est uniquement accordée en vue de pouvoir effectuer un ou plusieurs des actes visés à l'alinéa 2, 1^o à 3^o.

§ 2. La dérogation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est uniquement accordée en vue de pouvoir effectuer un ou plusieurs des actes suivants :

1^o pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses;

2^o capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 ;

3^o conserver vivant, tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ;

4^o prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses ;

5^o transporter toute l'année, de jour comme de nuit, vivant ou mort, et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

Les actes visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être posés par les personnes bénéficiant de la dérogation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, uniquement dans le cadre des seules activités ayant justifié l'octroi de celle-ci. ».

Art. 31. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 32. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Toute activité nécessitant la mise en œuvre d'un acte dérogatoire mentionné à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, nécessite préalablement l'autorisation du directeur général de la Direction générale.

La demande d'autorisation est sollicitée au moins trente jours avant la date escomptée du début de l'activité. ».

2^o dans l'alinéa 3, 2^o, les mots « 1^o à 4^o » sont remplacés par les mots « § 2, alinéa 1^{er} ».

Art. 33. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « 1^o à 4^o » sont remplacés par les mots « § 2, alinéa 1^{er} ».

Art. 34. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « l'institution » sont chaque fois remplacés par les mots « le bénéficiaire d'une dérogation ».

Art. 35. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Dans le cadre des activités dérogatoires autorisées prévues par le présent arrêté, les opérateurs agissent sous la seule responsabilité de l'organisme dont ils dépendent ou sous leur propre responsabilité. ».

Art. 36. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « 2017, 2018 et 2019 » sont remplacés par les mots « 2021, 2022 et 2023 ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche*

Art. 37. Dans l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 4^o est complété par les mots « en particulier par les pêcheurs pratiquant du bord de l'eau à partir d'un plancher de pêche privé ; » ;

2° il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit :

« 5°/1 si l'étendue de la zone demandée pour l'organisation du concours ne se limite pas au strict minimum pour permettre le bon déroulement de ce concours ; ».

Art. 38. L'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par la phrase suivante:

« Cette disposition s'applique uniquement aux concours se déroulant dans la zone d'eaux calmes. ».

Art. 39. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{er} est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées*

Art. 40. Dans l'article 16, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 relatif à l'agrément des écoles de pêche et des formateurs, ainsi qu'à l'octroi de subventions aux écoles de pêche agréées, le mot « cinquante » est remplacé par le mot « septante ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche*

Art. 41. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 relatif aux permis de pêche, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2°, le c) est abrogé ;

b) il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 le permis C autorise tous les jours de l'année :

a) ce qu'autorise le permis B;

b) la pêche de nuit de la carpe commune, avec maximum trois lignes à main, du bord de l'eau uniquement, en ce compris à partir d'un plancher amovible ne restant pas sur place après l'exercice de la pêche; » ;

c) il est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° le permis l'autorise la pêche en barque sur le lac de la Plate Taille pour une durée d'un jour avec les droits suivants :

a) la pêche de jour avec une ou deux lignes à main ;

b) l'usage de l'épuisette. » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le jour de l'achat du permis » sont insérés entre les mots « de moins de quinze ans » et les mots « . Ceux-ci ont aussi accès ».

Art. 42. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 le permis C : 120,00 euros ; » ;

2° il est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° le permis L : 15,00 euros ; ».

Art. 43. Dans l'article 3 du même arrêté le mot « ,C » est inséré entre le mot « B » et les mots « et J ».

Art. 44. L'article 7 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette dispense de permis n'est pas d'application pour les concours de pêche en barque sur le lac de la Plate Taille. ».

Art. 45. L'article 8 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cette dispense de permis n'est pas d'application pour les activités de formation ou de sensibilisation à la pêche en barque sur le lac de la Plate Taille. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 46. La pêche à partir d'une embarcation sur le lac de Plate Taille est interdite jusqu'au 31 décembre 2021.

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 mars 2021, à l'exception des articles 41, 1°, c), 42, 2°, 44 et 45 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 48. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 février 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant différents arrêtés exécutant le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

« Annexe n° 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Demande d'autorisation

(une demande par concours, sauf si plusieurs concours au même endroit)

Organisateur (dénomination)

--

Représentant de l'organisateur

Nom	Prénom
Email	Téléphone mobile (GSM)
Adresse	

Type de concours

<input type="checkbox"/> Pêche au coup
<input type="checkbox"/> Pêche des carnassiers
<input type="checkbox"/> Pêche à la mouche

Motif de la demande (plusieurs choix possibles)

<input type="checkbox"/> Autorisation de détention temporaire pendant la durée du concours de poissons auxquels une interdiction de prélèvement s'applique ou capturés en surnombre. Ces poissons sont remis à l'eau librement à l'eau à la fin du concours. Cette disposition ne s'applique pas à l'ombre et aux corégones qui doivent être remis immédiatement et librement à l'eau.
<input type="checkbox"/> Interdiction de pêche dans les limites du concours et à moins de cinquante m de celles-ci pour tout pêcheur ne participant pas au concours, pendant la durée du concours et pendant les deux heures qui le précèdent. Cette disposition ne s'applique pas aux concours de pêche à la mouche n'ayant pas une portée internationale.
<input type="checkbox"/> Autorisation de capture de grémilles et de perches fluviales en période de fermeture de la pêche de ces espèces dans les voies hydrauliques.

Date(s) et heures de début et de fin du concours

Date	de	à

Date(s) et heures de début et de fin des entraînements éventuels

Date	de	à

Localisation du concours ou des entraînements

Nom de l'entité ⁽⁵⁾	Nom du cours d'eau, du canal ou du plan de d'eau	Largeur moyenne ⁽¹⁾ du cours d'eau/du canal (mètres) ou Surface du plan d'eau (hectares)
<input type="checkbox"/> Cours d'eau ⁽²⁾ Rive ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Droite <input type="checkbox"/> Gauche	<input type="checkbox"/> Canal ⁽²⁾ Rive ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Sud <input type="checkbox"/> Est <input type="checkbox"/> Ouest	<input type="checkbox"/> Plan d'eau ⁽²⁾ Rive ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Sud <input type="checkbox"/> Est <input type="checkbox"/> Ouest
RIVE 1	Coordonnées des limites du concours ⁽³⁾	
	Limite 1 (amont)	Limite 2 (aval)
Longitude (X)		
Latitude (Y)		
RIVE 2 ⁽⁴⁾	Coordonnées des limites du concours ⁽³⁾	
	Limite 1 (amont)	Limite 2 (aval)
Longitude (X)		
Latitude (Y)		
		Longueur de rive 2 (mètres)

⁽¹⁾ à l'endroit du concours

⁽²⁾ cocher la mention de votre choix (plusieurs choix possibles)

⁽³⁾ Coordonnées XY Lambert 1972 (Exemple : X 187589 – Y 65682) ou GPS (format WGS84, format décimal **avec minimum 6 décimales** : Exemple : Longitude 4,891952 – Latitude 49,901366)

⁽⁴⁾ le cas échéant, si le concours a lieu sur deux rives

⁽⁵⁾ Nom de la commune (après fusion des communes)

Avis de la fédération de pêche agréée du sous-bassin concerné par le concours

Nom de la fédération de pêche agréée	
Nom du représentant de la fédération	
Fonction du représentant de la fédération	
<input type="checkbox"/> Avis Favorable ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Avis Défavorable ⁽¹⁾
<u>Motivation si avis défavorable :</u>	<i>Date et signature</i>

⁽¹⁾ le représentant de la fédération de pêche agréée coche la mention de son choix

Accord du Service de la Pêche pour l'octroi de l'autorisation

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;">Cachet du service</div>
<i>Date et signature</i>

Formulaire à renvoyer par voie postale à :

**Service de la Pêche
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège 7
5100 Jambes**

ou par mail (plus rapide et sans risque) à :

sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Pour tout renseignement complémentaire :

Tél. : 081/33.59.00

Email : sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant différents arrêtés exécutant le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques.

Namur, le 18 février 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/40701]

18. FEBRUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse zur Ausführung des Dekrets über die Flussfischerei, die Fischereiverwaltung und die Fischereistrukturen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 8 § 2, 9 und 10 § 1 und § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den Universitäten und Hochschulen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Angelscheine;

Aufgrund der am 19. November 2020 abgegebenen Stellungnahme der Abteilung "Fischfang" des Pools "Ländliche Angelegenheiten";

Aufgrund der Entscheidung der Interministeriellen Konferenz "Umwelt" vom 11. Januar 2021;

Aufgrund des Berichts vom 16. Oktober 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 20. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. Dezember 2020 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs wird wie folgt abgeändert:

1° eine Ziffer 3°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"3°/1 Setzkescher: ein halboffenes und teilweise im Wasser liegendes Netz, in dem Fische, die mit Handlinien gefangen wurden, am Leben gehalten werden können, bis sie an dem Ort, an dem sie gefangen wurden, wieder ausgesetzt werden oder bis sie transportiert werden;"

2° eine Ziffer 7°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"7°/1 Schleppfischen: eine Fischfangmethode in einem Boot, bei der die Antriebskraft des Bootes genutzt wird, um den Köder über eine große Entfernung im Wasser zu bewegen;"

3° er wird durch eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° Transport von Fischen und Krebsen: die Handlung, Fische und Krebse in einem Fahrzeug oder Boot zu belassen oder das Fischfanggebiet zu verlassen und sie dabei mitzunehmen."

Art. 2 - In Artikel 4 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° unter Ziffer 1 Buchstabe *a*) wird das Wort "Januar" durch das Wort "Oktober" ersetzt;

2° unter Ziffer 1 wird Buchstabe *d*) aufgehoben;

3° unter Ziffer 2 Buchstabe *a*) wird das Wort "Januar" durch das Wort "Februar" ersetzt;

4° unter Ziffer 2 Buchstabe *d*) wird das Wort "Dezember" durch das Wort "Januar" ersetzt;

5° unter Ziffer 3 Buchstabe *b*) wird das Wort "Dezember" durch das Wort "Januar" ersetzt;

6° unter Ziffer 4 Buchstabe *a*) wird das Wort "Januar" durch das Wort "Oktober" ersetzt;

7° unter Ziffer 4 wird Buchstabe *d*) aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 5 Paragraph 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Talsperre von Robertville, Gileppe-Talsperre, Wesertalsperre," wird aufgehoben;

2° zwischen die Wortfolge "Teich des Bocq in Scy," und die Wortfolge ", Teich der Trapperie in Habay," wird die Wortfolge "Teiche von Happe in Ciney, die durch den Bach "ruisseau des Cresses" gespeist werden" eingefügt.

Art. 4 - Artikel 6 Ziffer 2 desselben Erlasses wird ergänzt durch die Wortfolge „, und zwar über die gesamte Breite des Wasserlaufs“.

Art. 5 - In Artikel 6 Absatz 3 desselben Erlasses werden zwischen den Wörtern „flussabwärts“ und „von den Stauseen“ die Wörter „sowie auf und innerhalb von fünfundzwanzig Metern stromaufwärts“ eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 7 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Satz „Die Verbotszone wird vor Ort anhand einer Beschilderung entsprechend Anhang 5 ausgewiesen“ durch die Wortfolge „, deren Verwendung der Verwaltung vorbehalten ist.“ ergänzt.“.

Art. 7 - Artikel 7/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für Wettbewerbe im Fliegenfischen gilt Absatz 1 nur für Wettbewerbe, die international ausgerichtet sind.“.

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden zwischen die Absätze 2 und 3 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Jedes Behältnis, das dazu bestimmt ist, Fische und Krebse am Ort des Angelns aufzubewahren oder zu transportieren, ist persönlich.

Die Verwendung des Setzkeschers aus Metall ist untersagt.“;

2° in Paragraph 2 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

In den Zonen fließender Gewässer und gemischter Gewässer sind nur Angelhaken ohne Widerhaken oder mit zusammengedrückten oder zusammengeklebten Widerhaken erlaubt.“.

Art. 9 - In Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Ziffer 3 aufgehoben.

Art. 10 - In denselben Erlass wird ein Artikel 9/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 9/1 - Auf dem See Lac de la Plate Taille ist das Schleppfischen verboten und das Fischen vom Boot aus ist nur unter den folgenden Bedingungen erlaubt:

1° Fischerboote dürfen nur von einem von der Verwaltung angegebenen Ort aus zu Wasser gelassen werden;

2° die Anzahl der Insassen pro Fischerboot ist auf zwei begrenzt;

3° die Anzahl der Fischerboote ist in der Zeit vom dritten Samstag im März bis einschließlich 31. Oktober auf zwanzig pro Tag begrenzt;

4° Das Fischen mit dem Boot ist vom dritten Samstag im März bis einschließlich 31. Oktober zwischen 9.00 Uhr und 18.00 Uhr untersagt.“.

Art. 11 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch die Folgendes ersetzt:

„Art. 10 - § 1. Folgende Köder oder Lockfuttermittel sind untersagt:

1° Blut, Mark, Hirn oder Innereien;

2° Fischeier, entweder frisch oder aus Konserven, pur oder mit Ködern oder mit Lockfutter vermengt;

3° lebende Fische.

Betreffend Absatz 1 Ziffer 1 sind beim Krebsfang Innereien als Köder in den Krebsreusen erlaubt.

Betreffend Absatz 1 Ziffer 3 wird der Fischfang mit Lebendködern mit den folgenden Arten erlaubt: der Ukelei, der Schneider, die Brachse, der Güster, der Karpfen, die Karausche, der Döbel, das Rotaugen, der Gründling, der Kaulbarsch, der Aland, die Bachschmerle, der Flussbarsch, die Rotfeder, die Schleie und die Elritze, außer es handelt sich um gefärbte Sorten dieser Arten, insofern diese existieren. Fische, die zum Fischfang mit Lebendködern verwendet werden, dürfen nicht wieder unversehrt ins Wasser freigesetzt werden, wenn sie nicht am Ort des Lebendfischens gefangen wurden.

§ 2. Falls der Hecht in einem Wasserlauf, einem Abschnitt eines Wasserlaufs oder einem Wasserbecken Schonzeit hat, ist es dem Fischer untersagt:

1° Fische als Köder zu verwenden, seien sie lebendig oder tot, ganz oder zerstückelt, bewegt oder nicht bewegt, und dies ungeachtet der Art, der sie angehören;

2° künstliche Köder zu verwenden.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 ist in der Zone gemischter Gewässer der Fischfang mit toten Elritzen oder Rotaugen am System, die an einer zu diesem Zweck vorgesehenen Vorrichtung befestigt sind, mit einer Länge von höchstens sieben Zentimetern, einschließlich Haken, erlaubt.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 ist in der Zone gemischter Gewässer der Fischfang mit künstlichen Ködern mit einer Länge von höchstens sieben Zentimetern, einschließlich Haken, erlaubt.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 ist in der Zone ruhiger Gewässer der Fischfang mit künstlichen Ködern mit einer Länge von höchstens sieben Zentimetern, einschließlich Haken, mit einem Einzelhaken und mit einem zum Fliegenfischen geeigneten Gerät erlaubt.“.

Art. 12 - In demselben Erlass wird der Titel von Kapitel III durch das Folgende ersetzt:

„KAPITEL III - Bedingungen für das Aufbewahren, die Entnahme, den Transport und den Verkauf der Fische und Krebse, deren Fang erlaubt ist“.

Art. 13 - Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch das Folgende ersetzt:

„Art. 13 - § 1. Die Entnahme von gefangenen Fischen und Krebsen ist unter Beachtung der folgenden Einschränkungen erlaubt:

1° in der Maas, der Sambre und der Schelde darf nur dann Fisch entnommen werden, wenn er im Hauptbett des Wasserlaufs gefangen wurde;

2° in der Maas flussabwärts des Staudamms von Lixhe ist die Entnahme jeglicher Fische untersagt;

3° im See Lac de la Plate Taille ist die Entnahme von Bachforellen jeglicher Länge und die Entnahme von Fischen oder Krebsen, die von einem Boot aus gefangen wurden, untersagt;

4° die Entnahme von des Renken und der Europäischen Äsche ist untersagt;

5° die Entnahme der folgenden Fischarten ist untersagt, wenn die Länge des gefangenen Fisches eine wie folgt festgelegte Mindestlänge unterschreitet:

a) Hecht: sechzig Zentimeter;

b) Zander und Barbe: fünfzig Zentimeter;

d) Döbel, Aland, Nase, Äsche, Schleie, Hasel: dreißig Zentimeter;

d) Bachforelle, Regenbogenforelle und Flussbarsch: vierundzwanzig Zentimeter;

6° unbeschadet der Bestimmungen von Ziffer 5 ist die Entnahme der folgenden Fischarten untersagt, wenn die Länge des gefangenen Fisches eine wie folgt festgelegte Höchstlänge überschreitet:

a) Bachforelle: fünfzig Zentimeter, es sei denn, sie wird in der Zone fließender Gewässer und in den Seen und Teichen der Zone ruhiger Gewässer gefangen;

b) Karpfen : dreißig Zentimeter;

7° unbeschadet der Ziffer 9 ist für alle zur Entnahme zugelassenen Fischarten, die nicht zur Gruppe 4 gehören, die Zahl der toten Exemplare, die pro Fischer und Tag entnommen werden dürfen, auf zwanzig Fische mit einer Länge von höchstens 15 cm begrenzt.

8° unbeschadet der Ziffer 9 ist für alle zur Entnahme zugelassenen Fischarten, die nicht zur Gruppe 4 gehören, die Zahl der toten Exemplare, die pro Fischer und Tag entnommen werden dürfen, auf fünf Fische mit einer Länge von mehr als 15 cm begrenzt;

9° für die folgenden Fischarten wird die Anzahl, die ein Fischer pro Tag entnehmen darf, wie folgt begrenzt:

a) Ukelei, Schneider, Gründling und Elritze: zwanzig Exemplare pro Art;

b) die Fischarten der Gruppe 3: fünf Exemplare insgesamt für die gesamten Arten;

c) Flussbarsch: fünf Exemplare;

d) Hecht: ein Exemplar, außer zwischen dem dritten Samstag im März und dem ersten Samstag im Juni, wenn Hechte in der Zone fließender Gewässer nicht gefangen werden dürfen;

e) Zander: zwei Exemplare.

Für alle Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf die Länge der Fische beziehen, wird die Länge des Fisches in einer geraden Linie von der Maulspitze bis zum Ende der Schwanzflosse gemessen. Es ist verboten, Kopf oder Schwanz eines Fisches, der in Gewässern gefangen wurde, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, am Ort des Fangs und während des Transports zu entfernen und diesen am Ort des Fangs zu verzehren.

§ 2. Es ist verboten, Fische und Krebse der Gruppe 4 lebend am Fangplatz aufzubewahren.

§ 3. Es ist verboten, Hecht, Zander und Bachforelle in einem Setzkescher aufzubewahren.”.

Art. 14 - In denselben Erlass wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 13/1 - Der Transport von Fischen, die in Gewässern gefangen wurden, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, ist unabhängig von der Herkunft der Fische in diesen Gewässern erlaubt, wenn sie alle folgenden Bedingungen erfüllen:

1° die transportierten Exemplare wurden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 27. März 2014 und seiner Durchführungserlasse gefangen und entnommen;

2° die Anzahl der transportierten Exemplare mit einer Länge von höchstens 15 Zentimetern überschreitet nicht die Höchstzahl von zwanzig Exemplaren pro Fischer, es sei denn, sie gehören zu Arten der Gruppe 4;

3° die Anzahl der transportierten Exemplare mit einer Länge von mehr als 15 Zentimetern überschreitet nicht die Höchstzahl von fünf Exemplaren pro Fischer, es sei denn, sie gehören zu Arten der Gruppe 4;

Jeder Transport von lebenden Fischen und Krebsen, die in Gewässern gefangen wurden, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, ist untersagt. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 12 Ziffer 3, 13 und 13/1 § 1 ist jedoch der Transport von lebenden Fischen der für den zum Fischfang mit Lebendködern zugelassenen Arten unabhängig von ihrer Herkunft wie folgt begrenzt:

1° die Anzahl der transportierten Fische beträgt nicht mehr als zwanzig Exemplare bei einer Länge von höchstens 15 cm;

2° die Anzahl der transportierten Fische beträgt nicht mehr als fünf Exemplare bei einer Länge von mehr als 15 cm;

Bei Beanstandungen der Herkunft von Fischen und Krebsen, die unter Verletzung von Artikel 13 /1 § 1 und § 2 transportiert werden, obliegt es dem Betreffenden, den Nachweis zu erbringen, dass sie aus Gewässern stammen, die nicht dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.

Alle Fische und Krebse, die tot oder lebendig von einem von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette registrierten Aquakulturbetreiber, Verarbeiter oder Transporteur von aquatischen Produkten transportiert werden, obwohl ein Transportverbot gilt, gelten als nicht aus Gewässern stammend, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.”.

Art. 15 - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch das Folgende ersetzt:

”Art. 14 - Fische und Krebse, die von einem Fischer aufbewahrt werden, obwohl ein Verbot des Aufbewahrens, der Entnahme oder des Transports gilt, oder die überzählig entnommen oder transportiert werden, sind - wenn sie lebendig sind - unverzüglich und frei an der Stelle, an der sie gefangen wurden, ins Wasser freizusetzen; anderenfalls werden sie von dem mit der Kontrolle beauftragten Bediensteten vernichtet.

Alle Fische, die im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen einhält, entnommen werden, obwohl ein Entnahmeverbot gilt oder der in Überzahl entnommen wurde, wird am Ende des Fischfangwettbewerbs wieder frei ins Wasser gesetzt, es sei denn, es handelt sich um Renken, Äschen, Hechte oder Zander. Exemplare dieser Arten sind unmittelbar nach dem Fang in das Wasser zurückzusetzen.”.

Art. 16 - In Kapitel III desselben Erlasses wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 14/1 - Der Verkauf und das Anbieten von Fischen und Krebsen, die in Gewässern gefangen wurden, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, ist ganzjährig untersagt.

Bei Beanstandungen der Herkunft von Fischen und Krebsen, die unter Verletzung von Absatz 1 verkauft werden, obliegt es dem Betreffenden, den Nachweis zu erbringen, dass sie aus Gewässern stammen, die nicht dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.

Alle Fische und Krebse, die tot oder lebendig von einem von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette registrierten Aquakulturbetreiber, Verarbeiter oder Transporteur von aquatischen Produkten verkauft werden, obwohl ein Transportverbot gilt, gelten als nicht aus Gewässern stammend, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen.“.

Art. 17 - In Anhang 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Moderlieschen *Leucaspius delineatus*" vor die Wortfolge "Finte *Alosa fallax*" eingefügt.

Art. 18 - In Anhang 2 GRUPPE 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Moderlieschen *Leucaspius delineatus*" aufgehoben.

Art. 19 - Anhang 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in der Zone ruhiger Gewässer werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In Ziffer 6 wird das Wort "flussaufwärts" durch das Wort "flussabwärts" ersetzt;

b) In Ziffer 9 werden folgende Änderungen vorgenommen:

i. zwischen die Wortfolge "Teich des Bocq in Scy," und die Wortfolge ", Teich von Bologne in Habay," wird die Wortfolge "Teiche von Happe in Ciney, die durch den Bach "ruisseau des Cresses" gespeist werden" eingefügt;

ii. Sie wird durch die Wortfolge "Gemeindeteich von Ochamps in Libin, Hemlot in Hermalle-sous-Argenteau" ergänzt.“;

2° in der Zone gemischter Gewässer werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 5°/1 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5°/1. Die Zuflüsse der Schelde und der Lys des Zwischeneinzugsgebiets Schelde-Lys;“;

b) Ziffer 7° wird aufgehoben;

c) In Ziffer 13 wird das Wort "Trapperie" durch das Wort "Fabrique" ersetzt;

3° In der Zone fließender Gewässer werden in Ziffer 1 die Worte "Pont de Sougné" durch die Worte "Pont de Sougné- Remouchamps" ersetzt.

Art. 20 - Anhang 4 desselben Erlasses wird durch folgende Sätze ergänzt:

"In der Lesse, von der Einmündung des "Ry des glands" bis zum "Domaine de Mohimont“.

In der "Petite Honnelle", entlang der unter Forstrecht stehenden Parzellen zwischen dem Längengrad 3,74282 (E) und dem Breitengrad 50,36119 (N) und der Furt hinter dem Saal "salle de la Roquette", Längengrad 3,73489 (E) und Breitengrad 50,36396 (N).“.

KAPITEL II — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen*

Art. 21 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen, wird durch Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° Gebietsfremde invasive Art:0) die gebietsfremde invasive Art im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten.“.

Art. 22 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion wird eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen, mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannte Abweichung darf nur aus folgenden Gründen angewendet werden:

1° für pädagogische Zwecke;

2° für wissenschaftliche Zwecke;

3° im Rahmen von Zucht- und Besatzmaßnahmen aus Erhaltungsgründen;

4° im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen;

5° im Rahmen der Bekämpfung exotischer invasiver Arten;

6° im Rahmen der Beurteilung von Fischzuchtschäden nach einer Verschmutzung;

7° für sanitäre Zwecke.“.

Art. 23 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10" wird durch die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 10" ersetzt;

2° zwischen die Wortfolge "im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen" und die Wortfolge "oder auch zu wissenschaftlichen Zwecken" wird die Wortfolge "oder zur Bekämpfung exotischer invasiver Arten" eingefügt.

3° er wird durch die Ziffern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen."

Art. 24 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10" wird durch die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 10" ersetzt;

2° zwischen die Wortfolge "im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen" und die Wortfolge "oder zu wissenschaftlichen Zwecken" wird die Wortfolge "oder zur Bekämpfung exotischer invasiver Arten" eingefügt;

3° er wird durch die Ziffern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen."

Art. 25 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10" durch die Wortfolge "von den Artikeln 3 bis 10" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Entnehmen die in den Artikeln 2 bis 4 erwähnten Bediensteten Fische und Krebse in den Gewässern im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 27. März 2014, so beantragt ihre Abteilung die vorherige Zustimmung der betroffenen Inhaber des Fischereirechts, außer wenn es sich um im Rahmen von Maßnahmen zur Rettung von Fischen und Krebsen durchgeführte Aktionen, um Aktionen zur Beurteilung von Fischzuchtschäden nach einer Verschmutzung oder zur Bekämpfung exotischer invasiver Arten handelt."

Art. 27 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge "2017, 2018 und 2019" durch die Wortfolge "2021, 2022 und 2023" ersetzt.

KAPITEL III — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den Universitäten und Hochschulen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen

Art. 28 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den Universitäten und Hochschulen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen, wird durch Folgendes ersetzt:

"Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den bestimmten Einrichtungen und natürlichen Personen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen.

Art. 29 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° koordinierende Fischereivereinigung: die in Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 27. März 2014 definierte Vereinigung."

Art. 30 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - § 1. Folgende Einrichtungen können für ihr Personal, ihre Studierenden oder persönlich in den Genuss einer Abweichung von den Artikeln 3 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs oder die Bekämpfung exotischer invasiver Arten gelangen:

1° die koordinierende Fischereivereinigung für wissenschaftliche oder pädagogische Zwecke;

2° die Universitäten und Hochschulen für wissenschaftliche oder pädagogische Zwecke;

3° die juristischen oder natürlichen Personen, die von der Generaldirektion bevollmächtigt wurden, im Rahmen der Artikel 18, 19 und 24 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten Maßnahmen zur Bekämpfung invasiver gebietsfremder Arten durchzuführen oder Bestandsaufnahmen dieser Arten vorzunehmen;

4° die Studienbüros im Umweltbereich, die sich auf Fischökologie, Management der aquatischen Umwelt oder Untersuchungen der Auswirkungen auf die aquatische Umwelt spezialisiert haben für wissenschaftliche Zwecke.

In Bezug auf die in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Studienbüros wird die in Absatz 1 genannte Abweichung ausschließlich zum Zweck der Durchführung einer oder mehrerer der in Absatz 2 Ziffern 1 bis 3 genannten Handlungen gewährt.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 1 angeführte Abweichung wird nur gewährt, um eine oder mehrere der folgenden Handlungen vornehmen zu können:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen, mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen;

5° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, lebend oder tot und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart transportieren zu dürfen.

Die in Absatz 1 genannten Handlungen dürfen von Personen, denen die Abweichung nach Paragraph 1 Absatz 1 gewährt wurde, nur im Rahmen der Tätigkeiten durchgeführt werden, die die Gewährung der Abweichung gerechtfertigt haben.“.

Art. 31 - Artikel 3 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 32 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Absätze 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

“Jede Tätigkeit, die eine abweichende Handlung nach Artikel 2 § 2 Absatz 1 erfordert, bedarf der vorherigen Genehmigung durch den Generaldirektor der Generaldirektion.

Der Genehmigungsantrag wird mindestens dreißig Tage vor dem Datum, an dem die Tätigkeit erwartungsgemäß beginnen soll, eingereicht.“.

2° in Absatz 3 Ziffer 2 wird die Wortfolge “1 bis 4” durch die Wortfolge “§ 2 Absatz 1” ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “1 bis 4” durch die Wortfolge “§ 2 Absatz 1” ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird die Wortfolge “die Einrichtung jedes Mal durch die Wortfolge “der Begünstigte einer Abweichung” ersetzt.

Art. 35 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 8 - Im Rahmen der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen genehmigten abweichenden Aktivitäten handeln die Beteiligten unter der alleinigen Verantwortung der Einrichtung, der sie angehören, oder unter ihrer eigenen Verantwortung.“.

Art. 36 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge “2017, 2018 und 2019” durch die Wortfolge “2021, 2022 und 2023” ersetzt.

KAPITEL IV — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs

Art. 37 - Artikel 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 4 wird hinter die Wortfolge “durch jeglichen Inhaber eines Fischereischeins” die Wortfolge “, insbesondere durch Fischer, die am Ufer von einer privaten Plattform aus fischen,” eingefügt;

2° Ziffer 5°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“5°/1 wenn die Größe der für die Durchführung des Wettbewerbs beantragten Fläche nicht auf das für den reibungslosen Ablauf des Wettbewerbs erforderliche Mindestmaß beschränkt ist;“.

Art. 38 - Artikel 3 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Satz ergänzt:

“Diese Bestimmung gilt nur für Wettbewerbe, die in der Zone ruhiger Gewässer stattfinden.“.

Art. 39 - In demselben Erlass wird der Anhang 1 durch den dem vorliegenden Erlass beigelegten Anhang ersetzt.

KAPITEL V — Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen

Art. 40 - In Artikel 16 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 über die Zulassung der Fischerschulen und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen Fischerschulen wird das Wort “fünfzig” durch das Wort “siebzig” ersetzt.

KAPITEL VI — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Angelscheine

Art. 41 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Angelscheine wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 2 wird Buchstabe c) aufgehoben;

b) Ziffer 2°/1 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“2°/1 der Angelschein C ermöglicht über das ganze Jahr hinweg:

a) das Angeln, das durch den Angelschein B erlaubt wird;

b) nachts das Karpfenangeln mit höchstens drei Angelruten ausschließlich vom Ufer aus einschließlich auf einer entfernbarer Plattform, die nach dem Angeln nicht vor Ort bleibt;“;

c) er wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° der Angelschein L berechtigt zum Angeln mit dem Boot auf See Lac de la Plate Taille für die Dauer eines Tages bei folgenden erlaubten Tätigkeiten:

a) tagsüber das Angeln mit einer oder zwei Angelruten;

b) die Verwendung eines Keschers.“;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “die jünger als fünfzehn Jahre sind” durch die Wortfolge “die am Tag, an dem sie den Angelschein erwerben, jünger als fünfzehn Jahre sind” ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“2°/1 Angelschein C: 120,00 Euro;”;

2° er wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° Angelschein L: 15,00 Euro;”.

Art. 43 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird “C, ”zwischen “B” und “und J” eingefügt.

Art. 44 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Diese Befreiung von der Pflicht, einen Angelschein zu besitzen, gilt nicht für Fischfangwettbewerbe mit dem Boot auf See Lac de la Plate Taille.”.

Art. 45 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Diese Befreiung von der Pflicht, einen Angelschein zu besitzen, gilt nicht für Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs auf dem See Lac de la Plate Taille.”.

KAPITEL VII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 46 - Auf dem See Lac de la Plate Taille ist das Fischen vom Boot aus bis zum 31. Dezember 2021 untersagt.

Art. 47 - Der vorliegende Erlass tritt am 20. März 2021 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 41 Ziffer 1 c), 42 Ziffer 2, 44 und 45, die am 1. Januar 2022 in Kraft treten.

Art. 48 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Februar 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014 zur Abänderung
verschiedener Erlasse zur Ausführung des Dekrets über die Flussfischerei, die
Fischereiverwaltung und die Fischereistrukturen

"Anhang Nr. 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der
bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur
Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die
Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des
Fischfangs

Genehmigungsantrag

(ein Antrag pro Wettbewerb, es sei denn, mehrere Wettbewerbe finden an gleicher Stelle statt)

Organisator (Bezeichnung)

--

Vertreter des Organisors

Name	Vorname
E-Mail	Mobiltelefon (Handy)
Anschrift	

Art des Wettbewerbs

<input type="checkbox"/> Stippfischen
<input type="checkbox"/> Raubfischangeln
<input type="checkbox"/> Fliegenfischen

Begründung des Antrags (mehrere Möglichkeiten)

<input type="checkbox"/>	Genehmigung zum vorübergehenden Aufbewahren von Fischen, für die ein Entnahmeverbot gilt oder die in Überzahl entnommen wurden, für die Dauer des Wettbewerbs. Diese Fische werden am Ende des Wettbewerbs wieder ins Wasser freigesetzt. Diese Bestimmung gilt nicht für Äschen und Renken, die unmittelbar und ins Wasser freizusetzen sind.
<input type="checkbox"/>	Keinem Angler, der nicht am Wettbewerb teilnimmt, ist es erlaubt, während der Dauer des Wettbewerbs und in den zwei Stunden davor innerhalb der Grenzen der Wettbewerbszone und im Umkreis von fünfzig Metern von diesen Grenzen zu fischen. Diese Bestimmung gilt nicht für Fliegenfischerwettbewerbe, die nicht international ausgerichtet sind.
<input type="checkbox"/>	Genehmigung zum Fang von Kaulbarschen und Flussbarschen während der Schonzeit für diese Arten in Wasserstraßen.

Datum bzw. Daten und Uhrzeiten für den Beginn und das Ende des Fischfangwettbewerbs

Datum	von	bis

Datum bzw. Daten und Uhrzeiten für den Beginn und das Ende der gegebenenfalls organisierten Trainingseinheiten

Datum	von	bis

Ort des Wettbewerbs oder der Trainingseinheiten

Name der Gebietskörperschaft ⁽⁵⁾	Name des Wasserlaufs, des Kanals oder des Gewässers	Durchschnittliche Breite ⁽¹⁾ des Wasserlaufs, des Kanals (in Metern) oder Fläche des Gewässers (in ha)
<input type="checkbox"/> Wasserlauf ⁽²⁾ Ufer ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Rechts <input type="checkbox"/> Links	<input type="checkbox"/> Kanal ⁽²⁾ Ufer ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Süd <input type="checkbox"/> Ost <input type="checkbox"/> West	<input type="checkbox"/> Gewässer ⁽²⁾ Ufer ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Süd <input type="checkbox"/> Ost <input type="checkbox"/> West
UFER 1	Koordinaten der Grenzen des Wettbewerbs ⁽³⁾	
	Grenze 1 (flussaufwärts)	Grenze 2 (flussabwärts)
Längengrad (X)		Länge Ufer 1 (in Metern)
Breitengrad (Y)		
UFER 2 ⁽⁴⁾	Koordinaten der Grenzen des Wettbewerbs ⁽³⁾	
	Grenze 1 (flussaufwärts)	Grenze 2 (flussabwärts)
Längengrad (X)		Länge Ufer 2 (in Metern)
Breitengrad (Y)		

⁽¹⁾ am Ort des Wettbewerbs⁽²⁾ Kreuzen Sie den Eintrag Ihrer Wahl an (mehrere Auswahlmöglichkeiten)⁽³⁾ Koordinaten XY Lambert 1972 (Beispiel: X 187589 – Y 65682) oder GPS (WGS84-Format, Dezimalgrade **mit mindestens 6 Dezimalen**: Beispiel: Längengrad 4,891952 – Breitengrad 49,901366)⁽⁴⁾ gegebenenfalls, falls der Wettbewerb an zwei Ufern stattfindet⁽⁵⁾ Name der Gemeinde (nach der Gemeindefusion)

Stellungnahme des Fischereiverbands des Zwischeneinzugsgebiets, in dem der Wettbewerb stattfindet

Bezeichnung des zugelassenen Fischereiverbands	
Name des Vertreters des Verbands	
Funktion des Vertreters des Verbands	
<input type="checkbox"/> Positive Stellungnahme ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Negative Stellungnahme ⁽¹⁾
<u>Begründung falls negativ:</u>	<i>Datum und Unterschrift</i>

⁽¹⁾ der Vertreter des zugelassenen Fischereiverbands kreuzt zutreffendes an.

Zustimmung des Fischereidienstes für die Gewährung der Genehmigung

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;">Cachet du service</div>
<i>Datum und Unterschrift</i>

Formular per Post zurückzusenden an:
Fischereidienst
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège 7
5100 Jambes

oder per E-Mail (schneller und risikolos) an:
sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Weitere Informationen erhalten Sie hier:
Tel. : 081/33.59.00
E-Mail: sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be »

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2014 zur Abänderung verschiedener Erlasse zur Ausführung des Dekrets über die Flussfischerei, die Fischereiverwaltung und die Fischereistrukturen beigelegt zu werden

Namur, den 18. Februar 2021

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/40701]

18 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten houdende uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op de artikelen 8, § 2, 9, en 10, § 1 en § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017, waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 betreffende de visverloven;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Visvangst", gegeven op 19 november 2020;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu van 11 januari 2021;

Gelet op het rapport van 16 oktober 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 oktober 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2020;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst wordt gewijzigd als volgt:

1° er wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"3°/1 leefnet: een halfopen, gedeeltelijk ondergedompeld net waarin men vissen die met de hengel zijn gevangen levend in bezit kan houden totdat zij op de vangstplaats worden vrijgelaten of totdat zij worden vervoerd;"

2° er wordt een punt 7°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"7° het slepend vissen: het vissen vanuit een boot waarbij gebruik wordt gemaakt van de drijfkracht van de boot om het aas over een lange afstand te laten bengelen;"

3° het wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° het vervoer van vissen en rivierkreeften: vissen en rivierkreeften in een voer- of vaartuig houden, of de visplaats met de vangst verlaten."

Art. 2. In artikel 4, lid 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1°, a), wordt het woord "januari" vervangen door het woord "oktober";

2° in 1° wordt d) opgeheven;

3° in 2°, a), wordt het woord "januari" vervangen door het woord "februari";

4° in 2°, d), wordt het woord "december" vervangen door het woord "januari";

5° in 3°, b), wordt het woord "december" vervangen door het woord "januari";

6° in 4°, a), wordt het woord "januari" vervangen door het woord "oktober";

7° in 4° wordt d) opgeheven.

Art. 3. In artikel 5, paragraaf 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "meer van Robertville, meer van de Gileppe, meer van Eupen," worden opgeheven;

2° de woorden "meer van Nismes, meer van de Bocq in Scy, meer van de Trapperie in Habay, meer van de Pont d'Oyes in Habay, meer van de Châtelet in Habay, meer van de Fabrique in Habay en meer van Poix in Poix-Saint-Hubert." worden vervangen door de woorden "vijver van Nismes, vijver van de Bocq in Scy, vijvers van

Happe gevoed door de "ruisseau des Cresses" in Ciney", vijver van de Trapperie in Habay, vijver van de Pont d'Oyes in Habay, vijver van de Châtelet in Habay, vijver van de Fabrique in Habay en vijver van Poix in Poix-Saint-Hubert."

Art. 4. Artikel 6, 2°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden "en dit, over de gehele breedte van de waterloop".

Art. 5. In artikel 6, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden "en op vijftwintig meter en minder stroomopwaarts" ingevoegd tussen het woord "stroomafwaarts" en de woorden "van de stuwdammen".

Art. 6. In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de zin "Het gebied waarin het verbod geldt wordt ter plaatse vermeld middels de tekens zoals afgebeeld in bijlage 5" aangevuld met de woorden ", waarvan het gebruik aan de administratie is voorbehouden. "

Art. 7. Artikel 7/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor vliegviswedstrijden is lid 1 alleen van toepassing op wedstrijden met een internationale reikwijdte. "

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt:

"Elke recipiënt die bestemd is om vissen en rivierkreeften te bewaren op de plaats waar wordt gevestigd of om deze te vervoeren, is persoonlijk.

Het gebruik van het metalen leefnet is verboden." ;

2° in paragraaf 2 wordt het vierde lid vervangen als volgt:

"In het gebied met levendige en gemengde wateren is enkel het gebruik van vishaken zonder angels of met geplette of geknepen angels toegelaten."

Art. 9. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt punt 3° opgeheven.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 9/1. Op het meer van La Plate Taille is het slepend vissen verboden en is het vissen vanuit een boot alleen toegestaan met een vissersboot onder de volgende voorwaarden:

1° vissersboten mogen alleen te water worden gelaten op een door de Administratie aangewezen plaats;

2° het aantal inzittenden per vissersboot is beperkt tot twee;

3° het aantal vissersboten is beperkt tot twintig per dag gedurende de periode van de derde zaterdag van maart tot en met 31 oktober;

4° het vissen vanuit een boot is verboden tussen 9.00 en 18.00 uur vanaf de derde zaterdag van maart tot 31 oktober."

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. § 1. Als (lok)aas mag niet worden gebruikt:

1° bloed, merg, hersens of dierenafval ;

2° viseieren, of vers of bewaard, alleen of gemengd in (lok)azen;

3° levende vissen.

Betreffende het eerste lid, 1°, wordt dierenafval toegelaten als lokaas in de kreeftenroede.

Betreffende het eerste lid, 3° wordt het vissen met levend aas toegelaten met de volgende soorten: alver, gestippelde alver, brasem, kolblei, karper, kroeskarper, kopvoorn, blankvoorn, riviergrondel, pos, winde, bermpje, baars, ruisvoorn, zeelt en elrits, behalve voor de gekleurde variëteiten van die soorten wanneer ze bestaan. Vissen die voor het vissen met levend aas worden gebruikt, worden niet vrij en levend te water gelaten wanneer zij niet zijn gevangen op de plaats waar het vissen met levend aas plaatsvindt.

§ 2. Wanneer er in een waterloop een vak ervan of een watervlak gesloten is voor het vissen op snoek, mag de visser geen gebruik maken van :

1° vissen als lokazen, ongeacht of die vissen levend of dood zijn, heel of in stukken, geactioneerd of niet, ongeacht de soort waartoe ze behoren;

2° kunstmatige lokazen

In afwijking van lid 1, 1°, is het in het gebied met gemengde wateren toegestaan om te vissen met elrits of riviergrondel als dode aasvestigd op een daartoe bestemde lijnmontage met een lengte van maximaal zeven cm, met inbegrip van de haken.

In afwijking van lid 1, 2°, is het vissen in het gebied met gemengde wateren met kunstaas met een lengte van maximaal zeven cm, met inbegrip van de haken, toegestaan.

In afwijking van lid 1, 2°, is het vissen in het gebied met rustige wateren toegestaan met kunstaas met een lengte van maximaal zeven cm, met inbegrip van de haken, voorzien van een enkele haak en gebruikt met materiaal dat geschikt is voor vliegvisseren. "

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk VIII vervangen als volgt:

"Hoofdstuk III. Voorwaarden voor het in bezit hebben, het onttrekken, het vervoer en de verkoop van vissen en kreeften waarop mag worden gevestigd".

Art. 13. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 13. § 1. De onttrekking van vissen en kreeften waarop wordt gevestigd, wordt onder voorbehoud van navolgende beperkingen toegelaten :

1° in de Maas, de Samber en de Schelde kan de onttrekking van vis enkel gebeuren als de vis gevangen werd in de hoofdbedding van de waterloop ;

2° in de Maas stroomafwaarts van de stuwdam van Lixhe is de onttrekking van vis verboden;

3° in het meer van La Plate Taille zijn de onttrekking van forel ongeacht de lengte ervan en de onttrekking van vis en rivierkreeft vanuit een boot verboden;

4° de onttrekking van vlagzalm en coregonus is verboden;

5° de onttrekking van de volgende vissoorten is verboden als de lengte van de gevangen vis kleiner is dan de volgende vastgestelde minimumlengte :

a) de snoek : zestig centimeter;

b) de snoekbaars en de barbeel : vijftig centimeter;

d) de kopvoorn, de winde, de sneep, de zeelt en de serpeling : dertig centimeter;

d) de forel, regenboogforel en de baars : vierentwintig centimeter;

6° onverminderd punt 5° is de onttrekking van de volgende vissoorten verboden als de lengte van de gevangen vis hoger is dan de volgende vastgestelde maximumlengte :

a) forel: vijftig cm, tenzij hij is gevangen in het gebied met levendige wateren en in de meren en vijvers van het gebied met rustige wateren;

b) de karper : dertig centimeter;

7° onverminderd 9° is voor alle vissoorten die voor onttrekking toegelaten worden en die niet tot groep 4 behoren, het aantal dode specimens dat per visser per dag mag worden gevangen beperkt tot 20 vissen met een lengte van 15 centimeter of minder ;

8° onverminderd 9° is voor alle vissoorten die voor onttrekking toegelaten worden en die niet tot groep 4 behoren, het aantal dode specimens dat per visser per dag mag worden gevangen beperkt tot 5 vissen met een lengte van meer dan 15 centimeter;

9° voor de volgende vissoorten is het aantal specimens dat per visser en per dag onttrokken kan worden beperkt als volgt:

a) de gestippelde alver, de riviergrondel en de elrits : dertig specimens per soort;

b) de vissoorten van groep 3 : vijf specimens voor die gezamenlijke soorten;

c) de baars : vijf specimens;

d) de snoek : één specimen behalve tussen de derde zaterdag van maart en de eerste zaterdag van juni, wanneer het onttrekken van snoek in het gebied met levendige wateren verboden is;

e) de snoekbaars : twee specimens.

Voor alle bepalingen van dit besluit die betrekking hebben op de lengte van de vissen, wordt de lengte van de vis in rechte lijn gemeten van het uiteinde van de mond tot aan het uiteinde van de staartvin. Het is verboden de vis die gevangen is in wateren waarop het decreet van 27 maart 2014 van toepassing is, te ontdoen van de kop of de staart op de plaats waar hij is gevangen en tijdens het vervoer, en de vis te consumeren op de plaats waar hij is gevangen.

§ 2. Het is verboden vissen en rivierkreeften van groep 4 op de plaats van de visvangst levend te houden.

§ 3. Het is verboden snoek, snoekbaars en forel in een leefnet te houden. ”.

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 13/1. Het vervoer van vissen die zijn gevangen in wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, is toegestaan, ongeacht de oorsprong van de vissen in deze wateren, als het aan alle onderstaande voorwaarden voldoet:

1° de vervoerde specimens zijn gevangen en onttrokken met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 27 maart 2014 en zijn uitvoeringsbesluiten;

2° het aantal vervoerde specimens van vissen met een lengte van 15 cm of minder mag niet meer bedragen dan het maximumaantal van 20 specimens per visser, tenzij zij tot soorten van groep 4 behoren;

3° het aantal vervoerde specimens van vissen met een lengte van 15 cm of meer mag niet meer bedragen dan het maximumaantal van 5 specimens per visser, tenzij zij tot soorten van groep 4 behoren;

Elk vervoer van levende vissen en rivierkreeften gevangen in wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, is verboden. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 12, 3°, 13 en 13/1, § 1, is het vervoer van levende vissen van de soorten die voor het vissen met levend aas zijn toegelaten, evenwel beperkt, ongeacht hun oorsprong :

1° het aantal vervoerde vissen mag niet meer bedragen dan twintig specimens voor exemplaren kleiner dan of gelijk aan vijftien centimeter;

2° het aantal vervoerde vissen mag niet meer bedragen dan vijf specimens voor exemplaren langer dan 15 centimeter.

In geval van betwisting van de oorsprong van vissen en rivierkreeften die in strijd met artikel 13 /1, § 1 en § 2, worden vervoerd, is het aan de houder om het bewijs te leveren dat ze afkomstig zijn uit wateren die niet onder het decreet van 27 maart 2014 vallen.

Alle vissen en rivierkreeften die dood of levend worden vervoerd door een aquacultuurexploitant, een verwerker of een vervoerder van aquatische producten, geregistreerd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, wanneer een vervoersverbod van toepassing is, worden geacht niet afkomstig te zijn uit wateren die vallen onder het decreet van 27 maart 2014. ”.

Art. 15. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. 14. Alle vissen en rivierkreeften die door een visser worden gehouden terwijl een verbod op het in bezit hebben, onttrekken of vervoeren van kracht is, of die in overtal worden gevangen of vervoerd, worden onmiddellijk en vrij te water gelaten op de plaats waar zij zijn gevangen, indien zij in leven zijn, en worden in de andere gevallen door de met de controle belaste ambtenaar vernietigd.

Elke vis die evenwel gevangen wordt tijdens een hengelwedstrijd die de voorwaarden voor de organisatie bepaald door de Regering naleeft, terwijl er een onttrekkingsverbod geldt of die in overtal gevangen wordt, wordt vrij weer te water gelaten aan het einde van de wedstrijd, behalve als het gaat om een vlagzalm, een coregonus, een snoek of een snoekbaars, die dan onmiddellijk en vrij weer te water gelaten wordt nadat hij gevangen werd. ”.

Art. 16. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 14/1. De verkoop en het te koop aanbieden van alle vissen en rivierkreeften die zijn gevangen in wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, is het hele jaar verboden.

In geval van betwisting van de oorsprong van vissen en rivierkreeft die in strijd met het eerste lid worden verkocht, is het aan de verkoper om het bewijs te leveren dat deze afkomstig is uit wateren die niet onder het decreet van 27 maart 2014 vallen.

Alle vissen en rivierkreeften die dood of levend worden verkocht door een aquacultuurexploitant, een verwerker of een vervoerder van aquatische producten, geregistreerd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, worden geacht niet afkomstig te zijn uit wateren die vallen onder het decreet van 27 maart 2014. ».

Art. 17. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de woorden "Vetje Leucaspius delineatus" ingevoegd vóór de woorden "Fint Alosa fallax".

Art. 18. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, GROEP 1, worden de woorden "Vetje Leucaspius delineatus" opgeheven.

Art. 19. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het gebied met rustige wateren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 6° wordt het woord "stroomopwaarts" vervangen door het woord "stroomafwaarts";

b) in 9° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i. de woorden "vijvers van Happe gevoed door de "ruisseau des Cresses" in Ciney" worden ingevoegd tussen de woorden "vijver van de Bocq te Scy" en de woorden "vijvers van Bologne te Habay";

ii. het wordt aangevuld met de woorden "gemeentelijke vijver van Ochamps te Libin, de Hemlot te Hermalle-sous-Argenteau. ";

2° in het gebied met gemengde wateren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een punt 5°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"5°/1. de bijrivieren van de Schelde en de Leie in het onderstroomgebied Schelde-Leie;";

b) 7° wordt opgeheven;

c) in 13° wordt het woord "Trapperie" vervangen door het woord "Fabrique";

3° in het gebied met levendige wateren, in 1°, worden de woorden "brug van Sougné" vervangen door de woorden "brug van Sougné-Remouchamps".

Art. 20. Bijlage 4 bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zinnen:

"In de Lesse, van de samenvloeiing met de "Ry des glands" tot het domein van Mohimont.

In de "Petite Honnelle", langs de percelen onder bosregeling, gelegen tussen lengtegraad 3,74282 (E), breedtegraad 50,36119 (N) en de doorwaadbare plaats achter de zaal "la Roquette", lengte 3,73489 (E), breedte 50,36396 (N). ".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017, waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst*

Art. 21. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017, waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, wordt aangevuld met een punt 5° luidend als volgt:

"5° de invasieve uitheemse soort : de invasieve uitheemse soort in de zin van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten. ".

Art. 22. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. De ambtenaren van het Departement Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal komen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen ;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de wateren die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan;

4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften.

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften.

De in het eerste lid bedoelde afwijking kan alleen om de volgende redenen worden toegepast :

1° voor onderwijskundige doeleinden;

2° voor wetenschappelijke doeleinden;

3° in het kader van fok- en visuitzettingssacties om redenen van instandhouding;

4° in het kader van reddingsacties voor vissen en kreeften;

5° in het kader van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten;

6° in het kader van de evaluatie van de schade aan de visteelt ten gevolge van verontreiniging;

7° voor sanitaire doeleinden. ".

Art. 23. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10" worden vervangen door de woorden "de artikelen 3 tot 10";

2° de woorden "of van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten" worden ingevoegd tussen de woorden "in het kader van reddingsacties van vissen en kreeften" en de woorden "of met een wetenschappelijk doel".

3° het wordt aangevuld met de punten 4° en 5°, luidend als volgt :

"4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften.

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften. "

Art. 24. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10" worden vervangen door de woorden "de artikelen 3 tot 10";

2° de woorden "of van de bestrijding van invasieve uitheemse soorten" worden ingevoegd tussen de woorden "in het kader van reddingsacties van vissen en kreeften" en de woorden "of met een wetenschappelijk doel";

3° het wordt aangevuld met de punten 4° en 5°, luidend als volgt :

"4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften;

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften. "

Art. 25. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "de artikelen 3 tot 6 en 8 tot 10" worden vervangen door de woorden "de artikelen 3 tot 10".

Art. 26. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Indien de in de artikelen 2 tot en met 4 bedoelde ambtenaren vissen en rivierkreeft onttrekken aan de in artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 bedoelde wateren, vraagt hun Departement de voorafgaande toestemming van de houders van het betrokken visrecht, behalve wanneer het gaat om acties in het kader van de redding van vissen en rivierkreeften, de evaluatie van schade aan de visteelt of de bestrijding van invasieve uitheemse soorten. "

Art. 27. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "2017, 2018 en 2019" vervangen door de woorden "2021, 2022 en 2023".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

Art. 28. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst wordt vervangen als volgt:

"Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017, waarbij sommige instellingen en natuurlijke personen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst".

Art. 29. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° de coördinerende hengilvereniging : de vereniging zoals bepaald in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 maart 2014".

Art. 30. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. § 1. De volgende personen en instellingen kunnen voor hun personeelsleden en studenten of op persoonlijke titel in aanmerking komen voor een afwijking van de artikelen 3 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst volgende instellingen of de bestrijding van invasieve uitheemse soorten:

1° de coördinerende hengilvereniging, voor wetenschappelijke of onderwijskundige doeleinden;

2° de universiteiten en hogescholen, voor wetenschappelijke of onderwijskundige doeleinden;

3° de natuurlijke of rechtspersonen die van het Directoraat-generaal de opdracht hebben gekregen om acties uit te voeren ter bestrijding van invasieve uitheemse soorten of om deze soorten te inventariseren in het kader van de artikelen 18, 19 en 24 van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

4° de adviesbureaus op het gebied van leefmilieu die gespecialiseerd zijn in visecologie, beheer van aquatische milieus of effectonderzoeken met betrekking tot deze milieus, voor wetenschappelijke doeleinden.

Met betrekking tot de in lid 1, 4°, bedoelde adviesbureaus wordt de in lid 1 bedoelde afwijking uitsluitend verleend voor het verrichten van een of meerdere van de in lid 2, 1° tot en met 3°, bedoelde handelingen.

§ 2. De in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde afwijking wordt slechts toegestaan voor het verrichten van een of meerdere van de volgende handelingen :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van elk specimen van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek ervan;

4° het onttrekken, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften;

5° het vervoeren, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van levende of dode specimens van alle soorten vissen en kreeften.

De in het eerste lid bedoelde handelingen mogen door personen aan wie de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde afwijking is toegestaan, slechts worden verricht in het kader van de activiteiten die de toekenning van deze afwijking rechtvaardigden. ”.

Art. 31. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 32. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 1 en 2 worden vervangen als volgt:

”Voor elke activiteit die de uitvoering vereist van een afwijkende handeling als bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, is de voorafgaande toestemming van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal vereist.

De aanvraag om vergunning wordt minstens dertig dagen vóór de verwachte aanvangsdatum van de activiteit ingediend. ”.

2° in het derde lid, 2°, worden de woorden ”1° tot 4°” worden vervangen door de woorden ”§ 2, eerste lid”;

Art. 33. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden ”1° tot 4°” vervangen door de woorden ”§ 2, eerste lid”.

Art. 34. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden ”de instelling” telkens vervangen door de woorden ”de begunstigde van een afwijking”.

Art. 35. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

”Art. 8. In het kader van de toegestane afwijkende activiteiten waarin dit besluit voorziet, handelen de operatoren onder de volledige verantwoordelijkheid van de instelling waaronder ze ressorteren of onder hun eigen verantwoordelijkheid. ”.

Art. 36. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden ”2017, 2018 en 2019” vervangen door de woorden ”2021, 2022 en 2023”.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvijdsporten en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

Art. 37. In artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvijdsporten en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt aangevuld met de woorden ”met name door vissers die vanaf de waterkant op een private visvloer vissen;”;

2° er wordt een punt 5°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”5°/1 indien de voor de organisatie van de wedstrijd gevraagde oppervlakte van het gebied niet beperkt is tot het voor het goede verloop van de wedstrijd strikt noodzakelijke minimum;”.

Art. 38. Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin:

”Deze bepaling is alleen van toepassing op wedstrijden die plaatsvinden in het gebied met rustige wateren. ”.

Art. 39. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

HOOFDSTUK V. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen

Art. 40. In artikel 16, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 betreffende de erkenning van de vissersscholen en de opleiders alsook de toekenning van subsidies aan de erkende vissersscholen wordt ”50” vervangen door ”70”.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 betreffende de visverloven

Art. 41. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 betreffende de visverloven worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt c) opgeheven ;

b) er wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”2°/1° het verlof C laat elke dag van het jaar toe:

a) wat het verlof B toestaat ;

a) de nachtvisserij op karper met maximum drie hengels, enkel vanaf de waterkant, met inbegrip vanaf een afneembare houtvloer die niet ter plaatse blijft na de beoefening van de visvangst;”;

c) het wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

”5° het verlof L laat de visserij met een vissersboot op het meer van La Plate Taille voor een duur van één dag toe met de volgende rechten:

a) de dagvisserij met één of hengels;

b) het gebruik van het schepnetje; ”;

2° in het tweede lid worden de woorden ”op de dag van aankoop van het verlof” ingevoegd tussen de woorden ”voor jongeren die” en de woorden ”jonger zijn dan vijftien jaar.” .

Art. 42. In artikel 2, lid 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”2°/1° het verlof C : 120,00 euro;”;

2° het wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° het verlof L : 15,00 euro;”.

Art. 43. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het woord “, C”, ingevoegd tussen het woord “B” en de woorden “en J”.

Art. 44. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Deze vrijstelling van verlof geldt niet voor bootviswedstrijden op het meer van La Plate Taille.”.

Art. 45. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Deze vrijstelling van verlof geldt niet voor opleidings- of bewustmakingsactiviteiten in verband met de bootvisserij op het meer van La Plate Taille.”. ».

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. Het vissen vanuit een boot op het meer van La Plate Taille is verboden tot 31 december 2021 .

Art. 47. Dit besluit treedt in werking op 20 maart 2021, uitgezonderd artikelen 41, 1°, c), 42, 2°, 44 en 45 die in werking treden op 1 januari 2022.

Art. 48. De Minister bevoegd voor Visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 februari 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten houdende uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren

"Bijlage nr. 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

Vergunningsaanvraag

(een aanvraag per wedstrijd, behalve als verschillende wedstrijden op dezelfde plaats plaatsvinden)

Organisator (benaming)

--

Vertegenwoordiger van de organisator

Naam	Voornaam
Email	Mobiele telefoon (GSM)
Adres	

Type wedstrijd

<input type="checkbox"/> Staand vissen vanop een stip
<input type="checkbox"/> Vissen op roofdieren
<input type="checkbox"/> Vissen met vliegen

Reden van de aanvraag (meerdere keuzes mogelijk)

<input type="checkbox"/> Vergunning voor het tijdelijk in het bezit hebben voor de duur van de wedstrijd van vissen waarvoor een onttrekkingsverbod geldt of die in overtal zijn gevangen Deze vissen worden aan het eind van de wedstrijd weer vrij in het water gelaten. Deze bepaling is niet van toepassing op de vlagzalm en de coregonus die onmiddellijk en vrij weer in het water moeten worden gelaten.
<input type="checkbox"/> Tijdens de wedstrijdperiode en gedurende twee uur voorafgaand aan de wedstrijd mag er niet worden gevestigd binnen de wedstrijdgrenzen en binnen een afstand van 50 m van de wedstrijdgrenzen door vissers die niet aan de wedstrijd deelnemen. Deze bepaling is niet van toepassing op vliegviswedstrijden die geen internationaal karakter hebben.
<input type="checkbox"/> Vergunning voor het vangen van possen en baarzen tijdens de sluitingsperiode van het vissen deze soorten in waterwegen.

Datum(data) en uren van het begin en het einde van de wedstrijd

Datum	van	tot

Datum(s) en begin- en eindtijd(en) van eventuele trainingen

Datum	van	tot

Plaats van de wedstrijd of van de trainingen

Gemeentelijke plaatsnaam ⁽⁵⁾	Naam van de waterloop, van het kanaal of het watervlak	Gemiddelde breedte ⁽¹⁾ van de waterloop/van het kanaal (meters) of Oppervlakte van het watervlak (hectare)
<input type="checkbox"/> Waterloop ⁽²⁾ Oever ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Rechter <input type="checkbox"/> Linker	<input type="checkbox"/> Kanaal ⁽²⁾ Oever ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Noordelijk <input type="checkbox"/> Zuidelijk <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Oostelijk <input type="checkbox"/> Westelijk	<input type="checkbox"/> Watervlak ⁽²⁾ Oever ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Noordelijk <input type="checkbox"/> Zuidelijk <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Oostelijk <input type="checkbox"/> Westelijk
OEVER 1	Coördinaten van de grenzen van de wedstrijd ⁽³⁾	
	Grens 1 (stroomopwaarts)	Grens 2 (stroomafwaarts)
Lengtegraad (X)		Lengte van de oever 1 (meters)
Breedtegraad (Y)		
OEVER 2 ⁽⁴⁾	Coördinaten van de grenzen van de wedstrijd ⁽³⁾	
	Grens 1 (stroomopwaarts)	Grens 2 (stroomafwaarts)
Lengtegraad (X)		Lengte van de oever 2 (meters)
Breedtegraad (Y)		

⁽¹⁾ op de plaats van de wedstrijd

⁽²⁾ kruis uw keuze aan (meerdere keuzes mogelijk)

⁽³⁾ Coördinaten XY Lambert 1972 (Voorbeeld :X 187589 – Y 65682) of GPS (formaat WGS84, decimaal formaat **met minstens 6 decimalen**: Voorbeeld: Lengtegraad 4,891952 – Breedtegraad 49,901366)

⁽⁴⁾ in voorkomend geval, als de wedstrijd op twee oevers plaatsvindt

⁽⁵⁾ Naam van de gemeente (na fusie van de gemeenten)

Advies van de erkende hengelfederatie van het stroomgebied betrokken bij de wedstrijd

Naam van de erkende hengelfederatie	
Naam van de vertegenwoordiger van de federatie	
Functie van de vertegenwoordiger van de federatie	
<input type="checkbox"/> Gunstig advies ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Ongunstig advies ⁽¹⁾
<u>Motivering indien ongunstig advies:</u>	<i>Datum en Handtekening</i>

(1) de vertegenwoordiger van de erkende hengelfederatie kruist de vermelding van zijn keuze aan

Akkoord van de Dienst Visvangst voor de toekenning van de vergunning

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;">Cachet du service</div>
<i>Datum en Handtekening</i>

Formulier per post terug te sturen aan :
Service de la Pêche (Dienst Visvangst)
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège, 7
5100 JAMBES

of per e-mail (sneller en zonder risico) aan:
sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Voor verdere inlichtingen:
Tel.: : 081/33.59.00
E-mail : sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten houdende uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.

Namen, 18 februari 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS